



pS-Eau

programme  
Solidarité-Eau

Le pS-Eau y était :

## Sommet Climate Chance

### Agadir, Maroc, 11 – 13 septembre 2017

Le Sommet Climate Chance se veut le rendez-vous annuel de l'ensemble des acteurs non-étatiques engagés dans la lutte contre le dérèglement climatique, précédant la COP de quelques mois.

Le premier sommet a eu lieu en septembre 2016 à Nantes et avait réuni plus de 2 000 visiteurs. Cette année, la rencontre Climate Chance était organisée par le Maroc, pays qui présidait la COP22 en 2016.

Elle a permis de réunir les différentes coalitions thématiques formées à l'occasion du précédent sommet, dont celle sur l'eau et le climat, ainsi que la tenue de plus d'une centaine d'ateliers, forums et autres side-events.

Le pS-Eau, déjà présent à l'édition de 2016, a participé à ce sommet et organisé un atelier sur les liens entre services d'eau et d'assainissement et changement climatique. Vous trouverez dans cette note une synthèse des divers temps de rencontre.

Plus d'informations sur le sommet :  
<http://climatechance-2017.com/>

Contact :

Colette Génévaux

genevaux@pseau.org

# Les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique

Le mardi 12 septembre, le pS-Eau a animé un atelier pour illustrer les liens entre services d'eau et d'assainissement et changement climatique.

Cet atelier s'inscrivait dans le cadre du travail d'approfondissement mené depuis plusieurs années au sein d'un groupe animé par le pS-Eau et qui s'est donné pour objectif d'améliorer la compréhension des acteurs du développement et de l'eau sur les liens entre climat et services d'eau et d'assainissement.

Consulter le document de travail : [www.pseau.org/fr/eau-et-changement-climatique](http://www.pseau.org/fr/eau-et-changement-climatique)

## Compte-rendu de la session

Après un aperçu des différents impacts du changement climatique pouvant affecter les services d'eau et d'assainissement, présenté par Colette Génévaux (pS-Eau), plusieurs intervenants ont pu témoigner de leur expérience de prise en compte du changement climatique :

- **La réutilisation des eaux usées traitées de la ville de Durban, Afrique du Sud : une innovation contractuelle entre Veolia et la collectivité de Durban**  
– présenté par M. Pierre Victoria, directeur du développement durable de Veolia

M. Victoria a souligné l'importance grandissante de la question des eaux usées, notamment au regard du changement climatique. Il a encouragé l'audience à lire le récent rapport des Nations Unies publié à l'occasion de la journée mondiale de l'assainissement de cette année, « [les eaux usées, une ressource inexploitée](#) ».

La municipalité d'eThekweni en Afrique du Sud, dont Durban fait partie, qui compte plus de 3,6 millions d'habitants, illustre le contexte urbain où la problématique du changement climatique s'exacerbe avec les enjeux de développements économique et démographique : la municipalité est en plein essor et de plus en plus touristique, donc soumise à des normes de qualité de l'eau de plus en plus élevées et à une consommation en eau accrue, ce qui accroît les conflits sur l'utilisation des ressources en eau.

Dans ce contexte, Veolia a mis en place le premier partenariat public privé d'Afrique du Sud permettant le recyclage des eaux usées de la ville et leur réutilisation pour l'usage des industries locales, à un prix 60 % moins élevé que les sources d'approvisionnement traditionnelles. 40 000 m<sup>3</sup> d'eau supplémentaires sont ainsi disponibles chaque jour pour les habitants et 98% des eaux usées sont à présent réutilisées.

Ce contrat constitue non seulement une innovation contractuelle mais également sociale. En effet, il inclut une clause sociale sur l'utilisation et le partage des bénéfices de la vente d'eau aux industriels, entre Veolia et la collectivité, pour un engagement en faveur de l'insertion et du développement local.

- **La prise en compte du changement climatique dans un contexte de sécheresse et le programme d'Eau Vive Mali**  
- présenté par Mme Bintou Traoré, chargée de mission d'Eau Vive Mali  
→ Voir la [présentation powerpoint](#)

Le Mali, comme de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, est fortement impacté par l'augmentation des températures et des sécheresses. Mme Traoré a indiqué que ceci s'en ressent sur les services d'eau et d'assainissement, alors même que les taux d'accès sont faibles (à titre indicatif, Mme Traoré a précisé que 162 milliards de dollars seraient nécessaires pour atteindre un service de base universel pour l'eau et l'assainissement au Mali).

Dans ce contexte, Eau Vive Mali intervient dans deux régions et a réalisé 4 projets d'eau et d'assainissement en 2015, comprenant notamment la construction de 250 latrines, la réalisation de 19 forages (12 constructions et 7 réhabilitations), le renforcement des capacités (formation de maçons et d'hygiénistes) et la sensibilisation des populations au changement climatique.

### Questions et réponses

Les différentes questions ont souligné l'intérêt croissant sur la question des eaux usées, avec des interrogations spécifiques sur leur réutilisation et les régulations qui s'y rapportent.

Les intervenants ont confirmé que les dynamiques actuelles sur la réutilisation des eaux usées (en particulier pour l'agriculture) sont importantes : en Namibie, environ 40% des eaux traitées sont réutilisées. Les enjeux actuels sont surtout l'acceptabilité des populations ainsi que l'adaptation de la réglementation. Il y a une vraie réflexion à avoir sur la mise en œuvre de filière d'assainissement complète (y compris le traitement) en fonction des enjeux locaux.

La question des toilettes sèches a aussi été évoquée, puisque cette solution technique permet de réduire l'utilisation de l'eau et donc préserver la ressource : plusieurs participants ont témoigné de l'intérêt de cette solution dans les zones rurales soumises à la sécheresse. Cependant la mise en œuvre de cette solution nécessite une réflexion plus générale sur sa faisabilité (notamment par rapport aux questions d'acceptabilité et de viabilité financière).

- **Un projet d'Experts Solidaires dans la province de Taroudant, en collaboration avec les communes de la province et l'Agence de Bassin Hydraulique Souss Massa** – présenté par M. Mhamed Afkir, président de la commune de Nihit et M. Ayoub Benkou, ingénieur en appui à maîtrise d'ouvrage pour Experts Solidaires Maroc  
→ Voir la [présentation powerpoint](#)

Le président de la commune de Nihit, partenaire du projet, a pu témoigner de l'importance de la mobilisation des populations sur la question de l'assainissement, dans des territoires où les savoirs ancestraux tendent à se perdre. Il a également insisté sur l'importance d'élargir ces expériences de collaboration vers d'autres territoires afin d'augmenter la prise de conscience sur les questions environnementales.

M. Benkou, a ensuite présenté les actions conduites avec l'appui de l'association Experts Solidaires dans la province, qui comprennent deux projets d'assainissement et trois projets d'eau potable. Ce projet constitue une coopération franco-marocaine, amenant à son bord les élus de cinq communes différentes.

Les interventions d'assainissement comprennent la construction d'un réseau et d'une station de traitement par filtres plantés (roseaux). Cette dernière est adaptée pour des petites communes (environ 1 000 habitants) et à la topographie montagneuse et est la deuxième réalisée au Maroc.



Photo : M. Ayoub Benjou

Les actions d'eau potable incluent la construction d'un réseau de conduite avec forage et château d'eau, la formation d'associations d'usagers dans les villages concernés ainsi qu'un

renforcement des capacités concernant la gestion financière et administrative des projets et la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources (GIRE).

L'association Experts Solidaires souhaite également mettre en œuvre un suivi des niveaux piézométriques : un outil est actuellement en réflexion, en collaboration avec des étudiants de l'école d'ingénieurs AgroParisTech afin d'étudier la baisse des niveaux piézométriques dans cette vallée, qui fait face à des périodes de sécheresse importantes et dans le même temps, à une multiplication du nombre de forages.

Cette dernière présentation a pu être complétée par une prise de parole M. El Fasskaoui, directeur de l'Agence des bassins hydrauliques du Souss Massa, partenaire de ce projet. Il a souligné l'importance du cadre institutionnel qui soutient cette collaboration.

## Questions et réponses

Plusieurs participants ont mentionné les impacts du tourisme sur l'environnement, par exemple concernant les eaux usées, souvent déversées dans le milieu naturel. Au Maroc, le tourisme affecte particulièrement les oasis. Plus généralement, il a été rappelé le besoin d'intégrer les zones spécifiques de concentration de population tels que les marchés et les lieux de culte dans la conception des systèmes d'assainissement.

L'importance du plaidoyer et de la mobilisation des acteurs locaux a aussi été soulignée à plusieurs reprises, nécessaire pour initier le changement de comportement.

Globalement, les discussions ont mis en évidence le fait que le stress hydrique doit conduire à construire une vision commune avec l'ensemble des acteurs. C'est aussi l'opportunité d'avoir une vision plus transversale et impliquant différents secteurs (agriculture, énergie, etc).

## Conclusion

Les témoignages d'acteurs de terrain confirment les impacts identifiés par le groupe de travail pS-Eau : baisse du niveau des nappes phréatiques ayant pour conséquence l'augmentation des profondeurs de forage au Mali, la dégradation de la qualité de l'eau

(pollution du nitrates) au Maroc, rareté de la ressource impactant la demande en eau à Durban, etc.

Cette crise de l'eau résulte du changement climatique et de l'accroissement démographique. Elle est aggravée dans certains contextes spécifiques comme les zones arides, les zones touristiques ainsi que dans les zones où l'accès à l'eau et à l'assainissement de base reste un problème majeur. Le constat semble donc partagé sur la nécessité d'aller vers plus de réutilisation des eaux usées ainsi qu'une meilleure protection de la ressource. Ceci doit être soutenu par des actions de plaidoyer ainsi qu'une adaptation des cadres réglementaires, notamment concernant la réutilisation des eaux usées.

De façon générale, on voit que la prise en compte du changement climatique pour les services d'eau et d'assainissement ne relève pas uniquement d'enjeux techniques mais requiert aussi et surtout la collaboration de l'ensemble des acteurs (institutionnels, techniques, société civile, etc) autour de partenariats innovants. Ces collaborations vers une vision plus intégrée de l'assainissement et de l'eau potable doivent être accompagnée d'un meilleur suivi sur les ressources et les services.

## Les autres rendez-vous du pS-Eau

### **Forum Eau et changement climatique, lundi 11/09, 17h-19h**

Le forum « Eau et changement climatique » réunissait les membres de la coalition thématique formée lors du précédent sommet Climate Chance.

La session co-organisée par le PFE, la Coalition Eau, Suez et le RIOB, a donné la parole à différents acteurs du secteur de l'eau, qui ont pu présenter leurs actions et engagements sur le terrain.

Retrouvez le compte-rendu du PFE :

[www.partenariat-francais-eau.fr/calendar/evenement/climate-chance-2017/](http://www.partenariat-francais-eau.fr/calendar/evenement/climate-chance-2017/)

### **Forum Coopération décentralisée et partenariats, mardi 12/09 – 9h-11h**

La coalition « Coopération décentralisée et partenariats entre territoires » se compose des organisations AFCCRE, CCRE-CEMR, CUF, ENDA Energie, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (DAECT) et Platforma.

Cette troisième réunion depuis Nantes avait pour objectifs de faire le point sur les avancées de la coalition et d'engager les participants à discuter sur la façon d'accroître l'effet levier des coopérations existantes. Le pS-Eau et Platforma y ont coanimé une table de discussion sur les mécanismes de financements de la coopération.

Le pS-Eau a pu ainsi présenter le mécanisme français du 1% Eau ainsi que plusieurs coopérations utilisant ce dispositif (la [coopération Kayes-Evry Centre Essonne](#); [projet Zorgh'Eau](#) au Burkina Faso ou encore la coopération franco-marocaine intervenant sur la province de Taroudant).

Platforma a présenté plusieurs de leurs outils, notamment la [plateforme Connect](#), en cours de développement ainsi que le [Guide pratique sur les financements européens et la coopération internationale des collectivités territoriales](#).

De façon générale, les discussions ont réaffirmé la nécessité de mieux faire connaître ses mécanismes de financement, qui permettent de mobiliser les acteurs des territoires dans des coopérations sur la durée et déclencher des effets de leviers pour les financements. Plusieurs participants ont exprimé leur inquiétude sur la difficulté de pérenniser les partenariats dans un contexte de réduction des budgets des collectivités ainsi que sur le besoin de développer de nouveaux partenariats de solidarité, en plus des coopérations historiques déjà à l'œuvre, grâce à des plateformes facilitant les échanges.

Retrouvez le site internet de Platforma : <http://platforma-dev.eu/>

Compte-rendu : [en attente de transmission]

## **Session plénière : les villes africaines face au changement climatique, 12/09, 15h30-17h**

Différents élus locaux et régionaux d'Afrique ont témoigné de la nécessité d'appréhender les enjeux climatiques et de répondre aux défis environnementaux, mais aussi socio-économiques dans les villes africaines.

Les témoignages ont mis en évidence la reconnaissance d'un besoin de changement structurel pour l'Afrique avec une orientation soutenable d'un point de vue de l'environnement.

Cette session a été suivie par la signature de la [Déclaration d'Agadir des acteurs non-étatiques « Intensifions ensemble l'action et l'ambition »](#), ouverte à la signature jusqu'au 15 octobre (plus d'informations : [association@climatechance.fr](mailto:association@climatechance.fr))